

# AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 16/013/2007 (Public)  
Bulletin n° : 186  
ÉFAI  
27 septembre 2007

## Myanmar. Le Conseil de sécurité doit accentuer les pressions

(New York) Tout en se félicitant de ce que le Conseil de Sécurité ait exprimé son inquiétude quant à la situation au Myanmar, Amnesty International exhorte le Conseil à accentuer les pressions en direction du gouvernement pour mettre fin à la dégradation de la situation des droits humains dans le pays et éviter un bain de sang.

*« Selon certaines informations, la répression aurait déjà fait au moins neuf victimes, a déclaré la secrétaire générale de l'organisation Irene Khan. Des moines bouddhistes ont été frappés et des centaines de manifestants pacifiques, arrêtés. Plus les violations graves des droits humains se multiplieront, plus la paix et la sécurité seront en péril. »*

L'envoi de l'émissaire spécial du secrétaire général des Nations unies dans le pays constitue un pas dans la bonne direction. Mais la gravité de la situation requiert du Conseil de sécurité qu'il fasse plus. Il faut qu'il envoie de toute urgence une mission chargée d'évaluer la situation sur place et intervienne directement auprès des acteurs concernés pour qu'il soit mis fin à la violence et que les droits fondamentaux soient respectés. Le Conseil a fréquemment effectué des visites dans des pays africains où la situation était préoccupante. Pourquoi ne ferait-il pas de même pour la population du Myanmar dont les droits fondamentaux sont bafoués depuis si longtemps ?

Amnesty International a exhorté les autorités birmanes à mettre fin à la violence, à libérer tous les moines bouddhistes et les autres manifestants pacifiques et à faire cesser la répression des droits fondamentaux, endémique au Myanmar. L'organisation a également demandé aux autorités d'autoriser immédiatement M. Gambari à se rendre dans le pays et de se déclarer prêtes à recevoir une visite du Conseil de sécurité si ce dernier en exprimait l'intention.

*« La communauté internationale attend une réaction plus forte du Conseil de sécurité, a conclu Irene Khan. Il incombe désormais aux autorités du Myanmar de réagir immédiatement aux préoccupations du reste du monde en ce qui concerne la dégradation de la situation des droits humains dans le pays. »*

/FIN

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International – 1 Easton St., Londres, WC1X 0DW Site : <http://www.amnesty.org>